TDRs RECRUTEMENT CABINET D'ETUDES INDEPENDANT POUR L'EVALUATION DES EFFETS DE LA DOTATION EN EQUIPEMENTS MEDICAUX ET PARAMEDICAUX DANS LE CADRE DU PROJET D'APPUI AU PLAN DE REPONSE NATIONALE CONTRE LA COVID19

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'épidémie de coronavirus, qui a démarré timidement le 17 novembre 2019 dans la ville de Wuhan, en Chine centrale, était loin de susciter une forte inquiétude. Mais, en seulement cinq mois, la pandémie s'est propagée dans presque tout le monde entier, engendrant un ralentissement de l'économie mondiale. L'Afrique en général et le Cameroun en particulier ne sont pas épargnés par cette pandémie. Le Cameroun enregistre son premier cas de coronavirus (Covid-19), le 06 mars 2020. Toutes les dix régions du Cameroun ont finalement été touché. Au 14 juin 2020, on enregistrait 9864 cas confirmés et 276 décès ; les statistiques au 10 novembre 2021 font état de 106190 cas confirmés pour 1770 décès et 173372 personnes complètement vaccinées soit 1,2% de la population.

Le système sanitaire camerounais, déjà confronté à des défis complexes et multiformes au rang desquels le faible accès aux soins de santé des populations vulnérables, une qualité des soins très peu satisfaisante, un personnel insuffisant et un plateau technique à renforcer dans certaines catégories de formation sanitaire, est rudement mis à l'épreuve avec la pandémie de COVID19. Selon la stratégie sectorielle de santé 2016-2027, le ratio personnel/population (médecin, sage-femme, infirmier) était de 1,07 pour 1000 habitants, soit inférieur à la norme de l'OMS de 2,3 pour 1000 habitant. Il existe également un déséquilibre infrastructurel important entre les différentes régions ou districts sanitaires, avec certaines populations vivant à plus de 20 km d'un centre de santé. En outre, les stratégies avancées ou mobiles destinées aux urgences, aux catastrophes ou aux populations éloignées sont insuffisamment mises en œuvre. Cette situation est aggravée par l'insuffisance qualitative et quantitative des plateaux techniques qui limite l'utilisation des formations sanitaires. Les plateaux techniques des formations sanitaires de 1^e, 2^e, et 3^e catégorie sont pour la plupart en état de dégradation faute de maintenance. Et les laboratoires de référence sont insuffisants.

Dans un tel contexte, la pandémie de COVID-19 a porté un coup sévère aux services de santé clés. En effet, d'une part, 33,3% des services de santé enquêtés estiment avoir observé une hausse de leur activité à cause des cas de la COVID-19. D'autre part, une étude préliminaire de l'Organisation Mondiale de la santé (OMS) menée dans 14 pays d'Afrique Subsaharienne et portant sur cinq indicateurs de services de santé essentiels, comprenant la consultation externe, l'hospitalisation de patients, l'accouchement en présence de personnel qualifié, le traitement des cas confirmés de paludisme et la fourniture d'un vaccin pentavalent combiné, révèle une chute importante de ces prestations habituelles des services entre janvier et septembre 2020 par rapport aux deux années précédentes.

Pour faire face à la pandémie, le gouvernement du Cameroun a agi rapidement en mettant en place des mesures de confinement et d'atténuation pour limiter la transmission et ralentir la propagation du COVID-19. En collaboration avec ses différents partenaires, une Stratégie nationale de riposte face à la COVID 19 et de résilience économique et sociale a été élaborée. Cette stratégie est déclinée en principaux piliers à savoir : i) Le Renforcement du système de santé, ii) la Résilience Économique et financière ; iii) Renforcement de la Recherche et de l'innovation Résilience sociale.

La riposte sanitaire du Gouvernement articulée autour du renforcement du système de santé, inclut notamment : (1) l'acquisition du matériel médical dédié à la lutte contre le COVID, (2) l'aménagement des

espaces supplémentaire destinés à l'accueil des malades, (3) l'identification (test de dépistage de masse), (4) la prise en charge et le traitement rapide des cas avérés, mais aussi (5) l'action préventive à travers la sensibilisation de masse sur le respect des règles d'hygiène de base et le port de masque, (6) la recherche active des cas suspects, et enfin (7) la décontamination systématique des zones à risque.

A court et à moyen terme le Gouvernement envisage l'accélération de l'amélioration et la réhabilitation des plateaux techniques des formations sanitaires, mais aussi le renforcement des effectifs en personnels de santé en quantité et qualité ; il s'agira aussi de renforcer l'offre locale en produits pharmaceutiques à travers notamment des appuis aux structures locales de fabrication desdits produits.

Dans le but de contribuer au renforcement du système de santé, notamment l'amélioration des plateaux techniques, des ressources substantielles ont été mobilisées auprès de divers partenaires. En particulier, le PNUD par l'entremise du gouvernement a signé des accords d'un montant total de 42 441 100 USD parmi lesquels :

- i) **Banque Mondiale** : 4 120 000 USD
- ii) **L'AFD** : 3 680 426,8 USD
- iii) **Le Fonds Mondial** : 1 772 467 USD
- iv) **La Banque Islamique de Développement** : 13 883 828 USD
- v) **etc**

Les ressources mises à disposition ont permis l'acquisition et la mise à disposition du MINSANTE et des formations sanitaires, des matériels et équipements médicaux et non médicaux divers (ambulances, scanners, défibrillateurs, masques chirurgicaux, thermomètres, Test Anti-Covid19 etc.) L'objectif de ces différentes acquisitions étant de contribuer à renforcer le dispositif de lutte contre la pandémie et par la même occasion le système de santé.

2. OBJECTIFS DE L'EVALUATION

La présente étude vise à évaluer toutes les activités de mise à disposition des équipements et matériels médicaux et paramédicaux et à apprécier les effets sur le système de santé, à savoir les formations sanitaires, et les populations bénéficiaires au niveau des communautés.

Plus précisément l'étude s'attellera à :

- Evaluer la pertinence de l'intervention, son efficacité, son efficience et l'effet sur le système de santé et les conditions de vie des populations.
- Fournir une appréciation de l'intervention du point de vue de sa pertinence, son efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact.
- Mettre en évidence les aspects innovants de l'intervention et d'entrevoir dans quelle mesure les aspects liés au genre ont pu être pris en compte
- Evaluer la mise à disposition des équipements, leur utilisation et les différents effets induits permettant de garantir que les fournitures et équipements achetés dans le cadre du partenariat sont de bonne qualité, disponibles au point d'utilisation et permettent effectivement d'améliorer la qualité du service et les capacités de prise en charge.
- Identifier les principales leçons apprises afin d'améliorer les interventions de même nature dans le futur.

L'évaluation sera menée sur une période de **2 mois** et s'étendra sur le territoire national plus précisément dans les structures ayant bénéficié des appuis en matériels et équipements.

Elle va couvrir toute la période au cours de laquelle les équipements et matériels médicaux et paramédicaux ont été acquis depuis le début de la pandémie avec les financements de la banque Mondiale, la Banque

Islamique de Développement, le Fonds Mondial, de l'Agence Française de Développement, de l'Etat à travers le Fonds de Solidarité National de Lutte contre la Covid-19 ainsi que toutes les donations en équipements émanant de partenaires internationaux et nationaux, et leurs effets sur le système de santé et la population au cours de la période récente.

3. PORTEE DE L'EVALUATION

L'évaluation sera réalisée par un cabinet d'études externe, en étroite collaboration avec le MINSANTE et le PNUD. En raison des restrictions de mobilité de COVID-19 qui ont toujours un impact sur les modalités de travail, des méthodologies d'évaluation combinées, en présentiel et à distance seront proposées et évaluées afin d'optimiser autant que possible les ressources disponibles.

L'évaluation sera à l'usage principal du MINSANTE et sera partagée avec les donateurs (Banque mondiale, Fonds mondial, Banque Islamique de Développement, Agence Française de Développement, OMS, etc)..

4. CRITERES ET QUESTIONS CLES DE L'EVALUATION

L'évaluation s'appuiera sur Cinq principaux critères à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact/effet et la durabilité. Ces critères seront matérialisés par des questions (listes non exhaustives) qui fourniront une indication sur les informations clés à renseigner par l'évaluation.

a- La pertinence

La pertinence de l'intervention va resituer le cadre de l'intervention, le contexte dans lequel elle a été développée et la cohérence avec la stratégie de Réponse Nationale contre le COVID19 et autres stratégies connexes. L'évaluation permettra aussi d'analyser le niveau de compatibilité entre l'expression des besoins tels que planifiés et la réalité des besoins du point de vue des bénéficiaires ciblés. A cet effet les questions clés suivantes serviront de guide :

- Les différentes acquisitions rentrent-elles dans un cadre programmatique ? sont-elles en adéquation avec la stratégie de riposte du Gouvernement ?
- Les équipements et matériels médicaux et paramédicaux répondent-ils à une demande préalable ? Les équipements et matériels mis à disposition sont-ils conformes à la demande ?
- Dans quelle mesure contribuent-ils effectivement à la mise en œuvre de la riposte du Gouvernement pour faire face à la pandémie ?
- Les équipements reçus sont-ils en adéquation avec les interventions des axes prévisionnels de la stratégie sectorielle de la santé ?
- Etc .

b- L'Efficacité

L'efficacité est la mesure du niveau de réalisation des résultats escomptés d'une initiative donnée ou la mesure des progrès réalisés pour l'atteinte des produits ou effets. Pour mesurer l'efficacité, la conformité des équipements par rapport au besoin exprimé sera analysée, le processus d'attribution et de distribution des différents équipements sera évalué. Il sera aussi question de s'assurer que le matériel fonctionne normalement et est utilisé. La fonctionnalité des matériels sera analysée de même que le niveau de satisfaction des utilisateurs finaux (Formations sanitaires etc). Les questions ci-dessous guideront l'évaluateur :

- Le matériel mis à disposition répond-il en quantité et en qualité au besoin exprimé et au cahier de charge ?
- Le matériel mis à disposition est-il conforme au besoin exprimé et au cahier de charge ?
- Le matériel et les équipements ont-ils été distribués conformément au plan de distribution, et mis à disposition des utilisateurs finaux ?
- Les matériels fonctionnent-ils ? sont-ils utilisés effectivement et efficacement ? A-t-on déjà enregistré des pannes ?
- Les responsables des formations sanitaires ayant bénéficié du matériel et des équipements et les personnels de santé utilisateurs sont-ils satisfaits ?
- Etc

c- L'Efficiace

L'efficiace mesure la manière avec laquelle les ressources ou les apports (tels que les fonds, la compétence et le temps) sont transformés de façon économe en résultats. Une initiative est considérée efficace lorsqu'elle utilise les ressources correctement et de façon optimale pour atteindre les produits souhaités. L'efficiace est importante pour garantir le bon usage des ressources et mettre en relief d'autres usages efficaces de ces ressources. L'efficiace sera aussi appréciée par la capacité dudit matériel à protéger l'environnement. A cet effet les questions clés suivantes nous guideront dans notre réflexion :

- Le matériel et les équipements ont-ils été mis à disposition dans des délais raisonnables compte tenu de l'urgence ?
- Comment s'est-on rassuré que le matériel et les équipements acquis présentaient le meilleur rapport qualité-Prix ?
- Dans quelle mesure les matériels et équipements acquis contribuent à la protection de l'environnement ?

d- L'Effet / impact

L'évaluation des effets et de l'impact de la dotation permettra d'analyser les changements intervenus à court et moyen termes à la suite de la mise à disposition du matériel et des équipements médicaux. Ces changements seront appréciés au niveau de la performance de la formation sanitaire à répondre au cas de COVID19 et sur les populations. L'impact de l'utilisation du matériel et des équipements mis à disposition sur la préservation de l'environnement sera également apprécié.

Les questions ci-dessous nous guideront dans l'évaluation de l'impact

- La dotation en équipements et matériels médicaux et non médicaux dans le cadre de la lutte contre le COVID19 ont-ils permis l'amélioration qualitative et quantitative de la prise en charge ?
- Quels sont les effets à court et moyen terme sur le plateau technique des formations sanitaires ?
- Quels sont les effets sur la fréquentation des structures de santé bénéficiaires ?
- Quels sont les effets sur les performances du personnel de santé ? Quel est le niveau de satisfaction des populations à la base ?
- En quoi permettent-ils de renforcer les capacités de résilience des communautés à faire face à l'impact de la pandémie du COVID-19 ?
- Incidence sur la morbidité, sur le taux de mortalité de la COVID19 ?
- Quels sont les effets sur l'environnement et les mesures mises en place pour prévenir la pollution de l'environnement et la gestion des déchets issus de l'utilisation du matériel et des équipements ?

e- La durabilité

La durabilité mesure le degré auquel les bénéfices des initiatives perdurent après que l'activité ou le projet ait touché à sa fin, quels mécanismes de pérennisation ont été mis en place pour assurer la

continuité des actions. A cet effet les questions clés suivantes nous guideront dans notre réflexion :

- Pour les équipements médicaux la viabilité économique est-elle assurée ? si oui , Comment ?
- Quelles sont les dispositions prises pour l'entretien et la maintenance du matériel, et le financement des coûts récurrents ?
- La maintenance corrective et préventive est-elle assurée ? Les accessoires, kits de maintenance et pièces de rechange sont-ils accessibles ?

5. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

La méthodologie adoptée intègre la collecte de données secondaires (Accords de partenariat, Rapports, compte rendu, Documents de projets , etc) ainsi que la collecte des données auprès de source primaires (Cadres MINSANTE , Responsable PNUD, Bailleurs de fonds , Formation sanitaire bénéficiaires , Populations et communautés à la Base). Il s'agira de collecter des données qualitatives pour apprécier l'efficacité et les effets des différentes acquisitions sur les principaux bénéficiaires. L'observation directe sur site notamment auprès.

L'évaluation sera menée de manière participative avec l'implication du PNUD, des principaux bailleurs de fonds et des autres parties prenantes (Responsables des formations sanitaires bénéficiaires, Populations locales, autorités locales etc.). Le consultant sera responsable d'établir la méthodologie d'évaluation et les outils nécessaires à la collecte des informations qui seront présentées sous forme de note méthodologique, comprise dans un rapport initial et soumise au commanditaire pour appréciation et validation. La collecte d'informations concernera aussi bien des données qualitatives que quantitatives. Le Consultant aura aussi la charge de définir l'approche d'échantillonnage considérée compte tenu de l'étude, les méthodes de collecte, et d'analyse adéquates des données pour présenter au mieux les résultats attendus de la mission. A titre indicatif, les informations pourront être collectées sur la base des méthodes suivantes :

- 1) Analyse documentaire : consultation de documents importants (Plan national de riposte contre la COVID19, Accords avec les bailleurs, Rapport techniques et financiers, rapports de missions, budgets, Rapports d'audits, Rapports du ministère de la santé et de ses démembrements, etc.) ;
- 2) Rencontres et entretiens avec les parties prenantes (MINSANTE, PNUD, responsables des formations sanitaires, population à la base et bénéficiaires, autorités locales) ;
- 3) Les visites de terrain et l'observation sur site des formations sanitaires bénéficiaires permettra de collecter davantage d'information sur la disponibilité du matériel et son utilisation
- 4) Entretiens individuels ou de groupe à l'aide de guide semi-structuré
- 5) Exploitation et analyse des informations collectées en vue de la production du rapport.

Ces différentes étapes seront précédées par des sessions de cadrage qui sont des séances de travail préparatoires avec les responsables en charge de l'intervention au niveau du MINSANTE et permettront de mieux s'approprier des objectifs de l'étude, et ses modalités de mise en œuvre. L'objectif étant d'avoir la même lecture des termes de référence, de discuter des critères d'échantillonnage et d'adopter le planning des activités. Le consultant sera briefé par les experts techniques du MINSANTE et du PNUD en charge de la mise en œuvre de l'initiative. Toute la documentation y relative devra être mise à la disposition du consultant, afin que celui-ci puisse avoir suffisamment d'informations pour une bonne exécution de l'évaluation.

6. MECANISMES DE SUIVI TECHNIQUE ET DE CONTROLE QUALITE

Afin de garantir la qualité dans le déroulement de l'étude et ses résultats, un groupe de travail technique conjoint (SNU/Gouvernement) apportera l'appui nécessaire dans la préparation et le déroulement de cette évaluation et assurera son suivi. Ce Groupe de Travail Technique (GTT) aura la charge de la supervision générale de l'étude. Il a pour principal rôle d'examiner et de valider la conception globale de l'évaluation notamment le design de l'étude, la méthodologie, les outils de collecte de données, les analyses préliminaires et les résultats finaux. Le GTT sera constituée des représentants du MINSANTE, MINEPAT, du PNUD, OMS et autres parties tierce préalablement désignées.

7. PRINCIPAUX PRODUITS DE L'EVALUATION (LIVRABLES)

Le Consultant produira les rapports suivants en Français (un résumé du rapport d'évaluation finale en anglais):

La mission produira les rapports suivants :

- **Un rapport initial de démarrage (Inception report)** qui décrit la compréhension détaillée des termes de référence, l'approche méthodologie proposée permettant de conduire l'évaluation ainsi que le plan de travail et le chronogramme détaillés de l'évaluation et des différents livrables. Une version finale de ce rapport de démarrage sera remise, au plus tard, 5 jours après la réunion de cadrage préparatoire au MINSANTE/PNUD et avant le début de l'évaluation elle-même/ départ sur le terrain du consultant national ;
- **Un résumé** comprenant les grandes lignes des conclusions et toute information utile sera remis la veille du débriefing de fin de la mission d'évaluation et sera présentée par le consultant et aux représentants du MINSANTE et du PNUD à la fin de la mission ;
- **Un rapport d'évaluation provisoire** sera remis au MINSANTE et au PNUD impérativement dans un délai de dix (10) jours après la fin de la mission par courrier électronique. Il comprendra notamment un résumé de 3 pages maximum et répondra aux termes de référence en soulignant les forces et les faiblesses de la mise en œuvre et la qualité des produits livrés, le coût, la stratégie et la pertinence de l'approche utilisée. Il comportera également une liste de recommandations y compris pour un projet de capitalisation des acquis du projet, détaillée par (i) faiblesse à résoudre ; (ii) acquis à consolider ; (iii) court, moyen et long terme ; (iv) responsabilité. Ce rapport sera soumis aux bailleurs de fonds et aux partenaires nationaux concernés pour commentaires et validation ;
- **Un rapport final en version hard** accompagné d'une clé contenant les fichiers des textes (Word et PowerPoint) sera remis au MINSANTE et au PNUD. Le rapport tiendra compte des commentaires de la partie Gouvernementale, du PNUD, des autres partenaires ainsi que des bénéficiaires. Il comportera obligatoirement un résumé, une analyse des conclusions et des recommandations, ainsi qu'une section sur la méthodologie et en annexes, les termes de référence de l'étude, la liste des personnes et structures rencontrées ainsi que les références bibliographiques. Le rapport final sera soumis au plus tard sept jours après la remise des commentaires sur le rapport provisoire.

Le rapport final d'évaluation devra intégrer les éléments ci-dessous :

- **Page de couverture, liste des acronymes**
- **Table des matières**
- **Résumé exécutif**

- **Méthodologie**
- **Résultats de l'évaluation (Général et sur base des critères d'évaluation)**
- **Conclusions**
- **Recommandations par ordre de priorité**
- **Leçons apprises**
- **Annexes (itinéraire, personnes rencontrées, guide de questions, etc.)**

8. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

Le cabinet ou structure soumissionnaire dans le cadre de cet appel sera appelé « **Prestataire** » et les personnes physiques devant être proposées par chaque structure soumissionnaire seront appelés « Experts ». Les experts présentés par le prestataire seront soumis à l'approbation du Programme avant le démarrage de l'action. Ces termes de référence incluent les profils des experts et les soumissionnaires devront fournir des CV démontrant que leurs experts correspondent aux profils attendus.

L'évaluation sera effectuée par un Cabinet d'Études qui devra disposer d'un Chef de mission et de trois experts ayant les qualifications et des expériences minimales suivantes :

Expert Principal 1 / Chef d'équipe : Expert en suivi Evaluation

- Être titulaire, au minimum, d'un diplôme d'études supérieures (Bac+5) dans les domaines du Suivi-Evaluation, Gestion des projets et programmes, sociologie du développement Planification du développement, ,
- Dix (10) ans d'expérience concluante en évaluation des programmes et projets axés sur les résultats (Approche Gestion Axée sur les Résultats/GAR). Des solides références dans l'évaluation des projets similaires seraient un atout.
- Bonne compétence technique en matière de collecte et analyse des données (Quantitative et qualitative)
- Expérience dans l'élaboration, la mise en œuvre et/ou l'évaluation de projets/programmes de renforcement des systèmes de santé notamment à travers la fourniture d'équipements médicaux et paramédicaux
- Expérience dans l'évaluation des projets de développement en lien avec la logistique hospitalière et l'analyse de l'impact des équipements médicaux et paramédicaux sur le du système de santé (Formations sanitaires, communautés, etc)
- Familiarité avec le Système des Nations Unies, notamment dans le domaine de l'évaluation des projets de développement spécifique à la santé publique est souhaitable

Expert 2 : Economiste – Statisticien

- Un diplôme de niveau minimum Bac+5 en statistique, démographie, économie,
- Au moins sept (7) ans de travail dans le domaine de l'analyse socioéconomique et les méthodes quantitatives (statistique, économétrie, modélisation) ;
- Expérience dans l'élaboration, la mise en œuvre et/ou l'évaluation de projets/programmes de renforcement des systèmes de santé (fourniture d'équipements médicaux et paramédicaux, etc)
- Une expérience avérée en matière de collecte, de traitement et d'analyse de données qualitatives et quantitatives ;
- Une bonne connaissance des stratégies sectorielles de développement notamment dans le domaine de la santé et en matière de gestion axée sur les résultats ;

Expert 3 : Médecin de santé publique/Expert en santé publique

- Docteur en médecine et/ou BAC +5 en santé publique,
 - 7 ans d'expérience au minimum dans le domaine de la santé publique ;
 - Avoir de solides connaissances de la planification, de la gestion et du suivi des projets,
 - Disposer d'une solide expérience professionnelle dans la gestion des projets de santé et de développement à base communautaire,
 - Disposer d'une bonne connaissance en matière de logistiques hospitalières ;
 - Familier avec les procédures du PNUD notamment en gestion des projets et plus spécifiquement en élaboration des plans de travail, des budgets, des plans de suivi et d'évaluation, des plans d'achat, gestion des équipements.

9. CONSTITUTION DU DOSSIER DE SOUMISSION

Pour les cabinets intéressés, les dossiers de soumission doivent être soumis dans le respect des délais prescrits tels que spécifiés dans l'annonce et , adressé à Monsieur le Représentant Résident du PNUD/ Cameroun.

Les dossiers des cabinets soumissionnaires comprendront :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Représentant Résident du PNUD à Yaoundé ;
- Un dossier administratif complet prouvant entre autres l'existence légale de la structure ;
- Une offre Technique complète ;
- Une offre financière détaillée ;
- Les CV détaillés de tous les Experts Principaux :

NB- Les deux offres (techniques et financières) seront disposées dans des enveloppes séparées, et précisées comme telles.

a- Détail de l' offre technique : elle est constituée des éléments suivants :

- L'analyse et la compréhension des TdR;
- La méthodologie de travail ;
- Un chronogramme d'exécution de la mission ;
- Le Curriculum vitae actualisé et signé en 2021 (CV du cabinet et des Experts principaux)
- Les Photocopies des diplômes ;
- 03 références au moins faisant ressortir que le Cabinet a déjà rendu des services similaires. ;

b- Une offre financière

Une offre financière en CFA indiquant le budget global (hors taxes) sollicité pour mener la mission ainsi qu'un détail des prix et tarifs présentés (frais de communication, honoraires, transports, etc.) comme l'indique le tableau ci-dessous :

N°	Composante de prix	Durée (Jours)	Prix. Unitaire	Montant
1	Honoraires			
2	Transports			
3	Communication			

4	etc			
---	-----	--	--	--

10. PROCESSUS DE SELECTION

a- Evaluation de l'offre technique

Le dépouillement des dossiers de candidature se fera à la date limite de soumission par une Commission nommée par le PNUD. Un représentant du MINSANTE fera partie de la commission. de ,. Les critères d'évaluation internes et les procédures de sélection du PNUD seront d'application.

L'évaluation des propositions se déroule en deux temps. L'évaluation de la proposition technique est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera ouverte que pour les soumissions qui auront reçu la note technique de 70% sur un score total maximum de 100 points pour ce qui est de l'évaluation des propositions techniques.

La proposition technique est évaluée sur la base de son degré de réponse à la mission (TdR).

b- Evaluation de l'offre financière

A la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% lors de l'évaluation technique seront comparées. Le contrat sera adjugé au consultant proposant l'offre la mieux disant (l'offre ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30). L'évaluation des prestataires reposera sur la méthode d'analyse cumulative (méthode de notation pondérée). L'attribution du contrat est faite au candidat dont l'offre a été évaluée et déterminée comme suit :

- Adaptée/conforme/acceptable ;
- Ayant reçu la note la plus élevée sur l'ensemble préétabli des critères techniques et financiers spécifiques à cet appel à candidatures.

✓ Critères techniques – 70% de l'évaluation totale – sur 100 points

Critères d'évaluation technique	Pondération	Points
A) Organisation, Méthodologie et expérience du cabinet		/50
1- Compréhension de la mission	-	
c- Description claire des résultats et produits attendus de la mission	- Bonne présentation du contexte de l'étude, Bonne présentation des objectifs de la missions et des différents critères d'évaluation (10 pts) - Présentation approximative du contexte, des objectifs , et pas d'évocation des critères d'évaluation (5 pts)	10
2- Méthodologie et Stratégies de mise en œuvre		
• Qualité et cohérence de la démarche méthodologique proposée par rapport aux	- La méthodologie mentionne clairement, le déroulement de	20

termes de référence (design, outil de collecte, échantillonnage, outil d'analyse etc)	l'étude, les outils de collecte , les techniques d'échantillonnage , l'approche qualitative/ quantitative, les outils d'analyse (20) - Méthodologie peu claire (10)	
3- Chronogramme de mise en œuvre		
<ul style="list-style-type: none"> Qualité du plan de travail dans l'optique d'une optimisation du temps de travail avec une contextualisation de la mission intégrant l'ensemble des activités, Etapes et parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> Bonne présentation du chronogramme avec les activités et les tâches précise, cohérence dans le déroulé des activités (10 pts) Présentation vague sans détails des tâches à faire (5 pts) 	10
4- Expérience Générale du cabinet		
<ul style="list-style-type: none"> Expérience du cabinet sur les questions de suivi et évaluation en général et suivi Evaluation des programmes de santé publique en particulier (10 ans) 	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 10 ans d'expérience en matière d'évaluation des programmes de développement (5 pts) Moins de 10 ans (2 pts) 	5
<ul style="list-style-type: none"> Expertise prouvée en nombre d'évaluation ou étude d'impact conduite dans les domaines de la santé publique, Logistique sanitaire etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'évaluation d'impact menée dans le domaine de la santé publique (1 pt par référence pour Maximum 5 points) ; 	5
B- Critères d'évaluation des Experts principaux (Conf profil des experts)		/50
1- Expert principal 1 / Chef d'équipe : Expert en suivi Evaluation		
Education : Être titulaire d'un BAC + 5 ou plus dans les domaines du Suivi-Evaluation, Gestion des projets et programmes, sociologie du développement Planification du développement.	Bac + 5 ou plus (10 pts) Autres Diplôme Bac + 5 (4 pts)- Hors domaine requis	10
Qualification et Expérience professionnelle		
Expertise prouvée en nombre d'évaluation ou étude d'impact conduite dans les domaines de la santé publique, Logistique sanitaire etc.	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 1 évaluations conduite en santé publique (3 pts) Autres domaines (1 pt) 	3
Dix (10) ans d'expérience concluante en évaluation des programmes de développement.	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 10 ans d'expérience (5pts) Moins de 10 ans d'expérience (2pts) 	5
Cinq ans (05) ans d'expérience concluante en évaluation des programmes spécifique à la santé publique .	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 5 ans d'expérience (2pts) Moins de 5 ans d'expérience (1pt) 	2
2- Expert principal 2 : Economiste Statisticien		
Education : Un diplôme de niveau minimum Bac+5 en statistique, démographie, économie.	Bac + 5 ou plus (5pts) Diplôme inférieur au Bac + 5 (1 pts)	5
Qualification et Expérience professionnelle		
Nombre d'évaluation ou étude d'impact conduite dans les domaines de la santé publique, Logistique sanitaire etc.	<ul style="list-style-type: none"> -Au moins 1 évaluation en santé publique (5 pts) -Autres domaines (3 pt) 	5
Maitrise des outils de collecte et d'analyse qualitative et quantitative des données	<ul style="list-style-type: none"> Bonne maitrise/évocation des outils d'analyse (3) 	3

	- Maitrise approximative : (1pt)	
Cinq ans (05) ans d'expérience concluante en évaluation des programmes de développement	- Au moins 5 ans d'expérience (2pts) - Moins de 5 ans d'expérience (1pt)	2
3- Expert Principal 3 : Médecin de Santé Publique		
Education : être Titulaire d'un diplôme de Médecin de santé publique ou BAC+5 en santé publique	- Médecin de santé publique (5 pts) - BAC+5 en Santé Publique (4pts) - BAC+5 autres domaine (1pts)	5
Qualification et Expérience professionnelle		
Expertise prouvée en nombre d'évaluation ou étude d'impact conduite dans les domaines de la santé publique, Logistique sanitaire etc.	-Au moins 2 évaluations conduite en santé publique (5 pts) -Autres domaines (2 pt)	5
Expérience prouvée en logistique sanitaire	Un point par référence (Maximum 3 point)	3
Bonne maitrise des stratégies sectorielles de Santé	- Bonne Maitrise (Evocation précise) : 2 point - Maitrise approximative : 0 pt	2
TOTAL:		100

✓ **Critères financiers – 30% de l'évaluation totale**

La formule suivante sera utilisée aux fins d'évaluation des propositions financières $P = (\mu/z)$ **Dans laquelle :**

P = la proposition financière soumise à l'évaluation ; y = le nombre

maximum de points pour la proposition financière ;

μ = le montant de la proposition la moins-distante ;

z = le montant de la proposition soumise à l'évaluation ;

11. DEPOT DES SOUMISSIONS

Le dossier complet en 04 exemplaires dont un original et 03 copies sera déposé dans une enveloppe scellée adressée « **Représentant Résident du PNUD, BP 836, Rue 1794, N° 1232 Immeuble Mellopolis, , Ekoudou, Bastos.** »

La mention suivante devra être clairement écrite sur les enveloppes

RECRUTEMENT D'UN PRESTATAIRE (CABINET) POUR L'EVALUATION DES EFFETS DE LA DOTATION EN EQUIPEMENTS MEDICAUX ET PARAMEDICAUX DANS LE CADRE DU PROJET D'APPUI AU PLAN DE REPONSE NATIONALE CONTRE LA COVID19

NB- Les deux offres (techniques et financières) seront disposées dans des enveloppes séparées, et précisées comme telles